CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

I. - ALGÉRIE

Du 26 au 30 décembre 1979, le Comité Central du FLN s'est réuni pour une deuxième session au Palais des Nations à Alger. Toutes les résolutions ont été publiées par la presse nationale (1). La résolution sur l'économie est sévère, mais réaliste. Un constat général est fait, relatif aux déséquilibres et aux distorsions nés de l'effort de développement et de la persistance de nombreuses carences. Le Comité Central relève ainsi l'utilisation excessive des hydrocarbures dans le financement, l'aggravation des déséquilibres sectoriels et régionaux, la multiplication des phénomènes spéculatifs et des situations de pénurie, le recours croissant aux ressources étrangères, la mauvaise valorisation des ressources humaines et matérielles nationales et, enfin, le fait que la planification ne semble pas encore considérée par les opérateurs économiques nationaux comme un système d'organisation cohérent et le cadre du développement économique et social.

Sur la base de ces constantes et des impératifs socio-économiques actuels, le Comité Central a défini les orientations générales du développement pour la décennie à venir sur la base suivante : « la satisfaction progressive des besoins doit constituer l'axe central, autour duquel s'articuleront en priorité les actions de développement ». Un tel objectif passe d'abord par la consolidation de la planification qui devrait assurer la cohérence des opérations de développement et permettre une répartition et utilisation des moyens plus rigoureuses.

Cet objectif rend nécessaire également la restructuration et la réorganisation des entreprises en vue d'améliorer les performances techniques, économiques et financières, imposant entre autres la limitation du recours aux ressources étrangères, grâce à la détermination d'une politique de coopération dont le souci sera la diversification des partenaires et le renforcement des relations avec les pays du tiers-monde et les pays socialistes ». Le Comité central souligne que « l'appel à l'assistance technique étrangère fort coûteuse devant demeurer l'exception en attendant son élimination définitive », il faut donc renforcer les capacités d'études nationales. La résolution économique et sociale relève également la nécessité de protéger la production nationale par le

(1) Voir *El Moudjahid* des 31/12/79, 1/1/80 et 2/1/80, 3/1/80, 4-5/1/80, 6/1/80.

contrôle des biens importés et de déterminer une politique des prix et des revenus fondée sur la productivité et la sauvegarde du pouvoir d'achat des masses.

Les critères d'appréciation de l'ensemble de ces opérations doivent être fonction de « leurs effets sur l'emploi, la satisfaction des besoins sociaux, l'élimination des disparités sociales et régionales et la consolidation de l'indépendance économique et technologique ».

Dans l'optique de ces opérations de développement et de l'énergie qu'elles nécessitent, le Comité Central souligne enfin : « la nécessité d'accroître l'efficacité des actions par une plus grande rigueur dans la gestion, une meilleure discipline dans le travail et une mobilisation de toutes les énergies pour gagner la bataille du développement que l'Algérie engage d'une façon décisive au cours de la décennie à venir ». L'Algérie se trouve donc, en 1980 à la croisée des chemins. De 1970 à 1980 il s'agissait de se donner les moyens du développement économique. Les deux plans quadriennaux 1970-1973 et 1974-1977 ont été les instruments de la politique économique et de l'effort d'industrialisation. En 1978 et 1979 il a fallu rattraper les retards, réajuster « le tir » et faire le bilan, tant sur le plan industriel (avec les pôles de croissance), que sur le plan agricole (avec la réforme agraire). Comme le souligne la résolution du Comité Central, de gros problèmes se posent : déséquilibres sectoriels, carences dans la production et la gestion, etc. Les acquis existent et ils sont nombreux, mais l'avenir économique est incertain et l'enjeu des années 1980-1990, est tout d'abord de préserver le tissu industriel, mais aussi de réorienter la politique économique vers les besoins sociaux et l'agriculture. Dans une première partie, nous traiterons l'année financière. Nous étudierons ensuite la politique industrielle, à partir des données du Plan Quinquennal 1980-1984, et la politique de l'emploi qui en découle. Nous aborderons dans un troisième point les problèmes de la relance de l'agriculture.

I. - L'ANNÉE FINANCIÈRE

En réponse aux questions posées par les députés lors du débat sur la loi de Finances 1980, M. Hadj Yala, membre du comité central et Ministre des finances a souligné que l'élaboration de la loi de finances et du projet de budget répond à une préoccupation principale de la direction politique du pays : « la nécessité de doter le pays d'un budget en équilibre sans aggraver la fiscalité en introduisant des dispositions susceptibles d'éroder le pouvoir d'achat des travailleurs et de l'ensemble des citoyens ».

A. LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT.

Le budget de fonctionnement pour 1980, enregistre une augmentation de plus de 33 %, passant de 20 621 millions de dinars en 1979 à 27 775,837 millions de dinars. Sur l'ensemble de ces crédits de fonctionnement 42 % sont consacrés aux dépenses de personnel. Cette augmentation relativement importante (plus de 28 %) est liée à la hausse de 20 % des traitements et salaires à dater du 1^{er} janvier 1980. Sur ce point la Loi de Finances précise qu'aucun prélèvement ne peut être effectué sur des chapitres abritant des dépenses de personnel au profit de chapitres couvrant d'autres catégories de dépenses. Le but est de faire respecter la décision de comprimer au maximum les dépenses relatives aux équipements administratifs (machines, mobilier, véhicules) qui ont connu une forte croissance depuis la revalorisation des prix des hydrocarbures. M. Hadj Yala a souligné que : « les accroissements les plus importants des dépenses de fonctionnement doivent aller aux secteurs que la nation a décidé de privilégier : éducation, formation, santé ».

Le tableau I montre que le secteur éducatif (Ministères de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique) représente à lui seul 23,1 % du budget de fonctionnement, respectivement 17,8 % et 5,3 %. Le Ministère de la Défense Nationale vient ensuite avec 1 410,645 millions de dinars (soit 9,7 % du total). Il faut noter que le Ministère de l'Agriculture et de la Révolution Agraire, voit son budget diminuer en valeur absolue, passant de 539 619 millions de DA en 1979 à 532 809 millions de DA en 1980, soit respectivement 2,6 % et 1,9 % du total. Depuis 1977, ce budget stagne de 1977 à 1979 (455 915 millions de DA en 1977, 414 716 en 1978 et 532 809 en 1979, soit 2,8 %, 2,6 % et 2,6 % du total) et régresse en 1980 et 1981. Pour 1981, il ne représente plus que 1,6 % du total (579 167 millions de DA). Nous verrons plus loin, les problèmes posés par la relance de l'agriculture algérienne.

B. LE BUDGET D'ÉQUIPEMENT.

L'enveloppe arrêtée pour 1980, au titre du budget d'équipement s'élève à 22 122 millions de DA, soit une augmentation de 5 862 millions de DA par rapport à 1979 (16 260 millions de DA). Le budget d'équipement est ainsi passé de 14 200 millions de DA en 1978 à 22 122 millions de DA en 1980 enregistrant un accroissement, sur trois ans, de 61,4 %. De plus, le programme global d'investissement pour 1980, qui comprend les concours budgétaires, plus les concours temporaires, s'élève à 75 829 millions de DA, soit une augmentation de 16,4 % par rapport à la Loi de Finances de 1979 et de 27 % par rapport aux prévisions de réalisation pour 1979.

Le projet d'investissements planifiés des entreprises ne saurait préjuger des arbitrages qui seront effectués à l'occasion du futur Plan quinquennal. On peut cependant considérer que l'achèvement des programmes en cours constitue

TABLEAU I
Le budget de fonctionnement par ministères pour l'année 1980
 (en millions de dinars)

Présidence de la République	111 000
Défense nationale	2 702 516
Affaires étrangères	331 680
Industries légères	130 081
Habitat et construction	146 584
Finances	540 000
Intérieur	1 410 645
Commerce	55 925
Sports	278 338
Information et Culture	301 549
Moudjahidine	1 280 260
Tourisme	33 925
Agriculture et Révolution agraire	532 809
Santé	1 564 100
Transports	187 066
Justice	252 500
Travail et Formation professionnelle	373 100
Affaires religieuses	143 200
Travaux publics	435 034
Éducation	4 955 227
Enseignement supérieur et Recherche scientifique	1 493 000
Industrie lourde	65 638
Hydraulique	219 728
Énergie et Industries pétrochimiques	164 779
Planification et Aménagement du Territoire	78 249
Secrétariat d'État à la Pêche	9 175
Secrétariat d'État aux Forêts et au Reboisement	160 208
Charges communes	9 819 527
TOTAL	27 775 837

Sources : *Révolution Africaine*, n° 830, 18-24 janvier 1980

l'orientation fondamentale pour 1980 et une priorité du programme d'investissement du prochain Plan. Selon le rapport de la Commission des Finances et du Plan pour les concours budgétaires, le reste à réaliser à la fin de l'année 1979, est estimé à près de 85,1 milliards de DA, y compris 3,7 milliards de DA pour les programmes spéciaux du Sud décidés en juin 1978. Les principaux secteurs étant :

- l'éducation et la formation avec un reste à réaliser d'environ 32 milliards de DA,
- les infrastructures de communications (y compris les chemins de fer) et administratives dont le reste à réaliser est de 10 milliards de DA,
- les plans communaux (6 milliards de DA),
- l'habitat rural (7 milliards de DA),
- les programmes spéciaux (y compris le programme spécial Sud), près de 10 milliards de DA.

TABLEAU II
Programme annuel des investissements réalisés par l'État (en millions de DA)

	1977	1978	1979	1980	Différence 79/80	
					En valeur	en %
Industrie	420,0	580,0	540,0	630	+ 90	+ 16,6
Agriculture	800,0	930,0	960,0	1 217	+ 257	+ 26,7
Hydraulique	810,0	960,0	1 010,0	2 000	+ 990	+ 98
Tourisme	170,0	140,0	130	150	+ 20	+ 15,3
Pêches	20,0	30,0	30	80	+ 50	+ 166,6
Infrastructures économiques	900,0	1 425,0 (1)	1 350	2 610	+ 1 260	+ 93,3
Entreprises et réalisation	200,0	150,0	70	70	-	-
I. Total secteur économique	3 320,0	4 205,0	4 090	6 757	+ 2 667	+ 65
Éducation	2 170,0	2 705,0	2 800	3 500	+ 700	+ 25
Formation	500,0	632,0	750	1 615	+ 865	+ 115
Infrastructure sociale	858,0	788,0	865	1 180	+ 315	+ 36,4
Habitat	800,0	1 230,0	1 520	2 350	+ 830	+ 54,6
II. Total secteur socio-éducatif	4 328,0	5 355,0	5 935	8 648	+ 2 713	+ 45,7
Infrastructure administrative	510,0	570,0	660	820	+ 160	+ 24,2
Divers	950,0	940,0	1 350	1 400	+ 50	+ 3,7
PS (programmes spéciaux)	850,0	780,0	850			- 9,4
PCD - PMU	1 942,0	2 450,0	2 520	3 200	- 170	
Total général	11 900,0	14 300,0	16 260	20 822*	+ 4 562	+ 28

Source : construit d'après la loi de finances.

* En fait le total pour 1980 s'élève à 22 122 millions de DA car il faut ajouter 400 millions de DA au titre de l'action internationale et 900 millions de DA pour le refinancement des investissements financés antérieurement sur concours temporaire.

En ce qui concerne les concours temporaires, le reste à réaliser à la fin de l'année 1979 est estimé à environ 125 milliards de DA (industrie 62 % et habitat rural 20 %). Pour les investissements productifs, l'accent est mis sur l'investissement dans l'agriculture hydraulique, les secteurs de soutien à la production et les investissements de rentabilisation de l'appareil de production en place. Dans le secteur de l'hydraulique par exemple, on constate que sur les 2 000 millions de DA prévus (concours budgétaires) 1 400 le sont au titre des programmes restant à réaliser.

La loi de finances 1981 se situe dans le sillage de 1980. Nous en donnons ici quelques éléments pour 1981, le budget général de l'État s'élève à 67 790 millions de DA soit une augmentation de 33,18 % par rapport à 1980. Les recettes se répartissent comme suit : 36 195 millions pour les dépenses de fonctionnement et 31 593 millions de DA pour les dépenses d'équipement.

La structure des recettes de l'État qui s'élèvent à 68 305 millions de DA montre que la part de la fiscalité pétrolière est toujours plus importante. Alors qu'elle n'était que de 62,02 % en 1980 (contre 2 % pour les impôts divers sur les affaires, 7,15 % pour les impôts indirects, 5,60 % sur les impôts directs, et 5,73 % pour les produits de douanes) elle passe à 67,60 % des recettes définitives de l'État en 1981.

Les dépenses définitives de l'État ont augmenté de 33,18 % en 1981 par rapport à 1980. Les dépenses des fonctionnements ont augmenté de 76,73 % par rapport à 1980, tandis que les dépenses d'équipement se sont accrues de 70,33 %. Dans le chapitre des dépenses d'équipement, l'Éducation avec un budget de 4,8 milliards de DA, dispose de 15,19 % du total des dépenses d'équipement et se maintient dans les mêmes proportions que par rapport à l'année écoulée où cette part était de 15,75 % on remarque également que les plans communaux et les PMU bénéficieront en 1981 de 13,54 % du budget d'équipement, soit une augmentation de plus de 74 % par rapport à 1980. Par ailleurs, l'Industrie dispose de 1,24 milliard de DA en dépenses d'équipement, soit une augmentation de 50,80 % par rapport à 1980, tandis que l'Agriculture avec un budget de 1,17 milliard de DA a vu sa part diminuer d'environ 4 % par rapport à 1980. Par contre, l'hydraulique représente environ 8,5 % du total des dépenses d'équipement, avec un montant de 47 milliards de DA soit 9,17 % du budget total. Parmi les autres secteurs qui ont bénéficié de budgets importants, on peut noter la formation, avec 1,7 milliard de DA (5,3 %), les communications avec 2,3 milliards de DA (7,2 %), les programmes spéciaux avec 1,2 milliard (3,7 %). Enfin la santé et les équipements sociaux ont totalisé 1,26 milliard de DA, soit 3,98 %, les équipements administratifs ont bénéficié de 0,92 milliard de DA.

D'une façon générale, l'année 1981 semble être le prolongement de l'action qui a été engagée en 1980, dans la mesure où la part relative des différents secteurs, au budget total d'équipement a été gardée dans les mêmes proportions.

II. - LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

Pour cette partie nous avons utilisé le dernier ouvrage d'Abdellatif Benachenhou (2), qui fait un large bilan des problèmes de développement et de planification, de l'indépendance aux années 1980.

Si l'on se réfère aux données du Plan Quinquennal 1980-84, il est possible d'établir la structure détaillée des investissements industriels. Le tableau III montre que cette structure ne bouge pas de façon significative pour le Plan à venir. La part du secteur des hydrocarbures reste largement dominante. Il faut noter pourtant, nous en avons parlé dans notre chronique de 1979, qu'une part importante revient aux biens intermédiaires (en particulier l'électricité, les mines, la métallurgie et les matériaux de construction). Ce phénomène est lié à la politique de rattrapage des secteurs dits « faibles » sur les secteurs dits « forts » (industrie lourde). Si ce rattrapage ne se fait pas, les déséquilibres sectoriels seront permanents et poseront un problème pour le développement industriel.

Alors même que l'on pensait que de nouveaux choix seraient faits dans le secteur de l'industrie des biens de consommation durables ou non durables, le tableau III montre qu'il n'en est rien. Ce secteur sacrifié depuis 10 ans au profit de l'industrie pose un problème social et économique. La part réduite qui lui est accordée dans le Plan 1980-84, renvoie à la question plus large du développement de l'industrie publique des biens de consommation et de l'organisation de ce secteur qui détermine le pouvoir d'achat de la majorité de la population, et plus particulièrement des couches moyennes.

Il faut enfin, remarquer la part réduite qui est réservée à l'industrie des biens d'équipement qui avec 13 212 millions de DA représentent à peine 8,6 % du total pour le plan à venir, et seulement 4,3 % pour les nouveaux programmes (5 680 millions de DA sur un total de 132 645 millions de DA). Ce secteur est en régression par rapport au passé.

Comme le note A. Benachenhou, on constate que dans les nouveaux programmes ne figurent plus des projets pourtant annoncés dès le 2^e Plan quadriennal tels que les machines textiles, les machines pour matières plastiques et caoutchouc, les machines à coudre le cuir, le projet tracto-pelles, chenillards, chargeuses, niveleuses. Aucun crédit n'est également prévu pour l'extension du machinisme agricole de Bel Abbès, le complexe ferroviaire de Djelfa, la deuxième phase du projet machine-outil, le complexe mécanique « électrique lourd » pour lequel il n'y a même pas de crédits d'études prévus.

Le tableau IV, concernant les biens d'équipement dans l'investissement industriel, dont nous avons parlé plus haut, révèle la faible part de l'industrie

(2) Abdellatif BENACHENHOU : *Développement et planification*. Presses de l'Éducation Nationale. Imprimerie Commerciale, 1981, Alger.

TABLEAU III
Structure des investissements industriels 1980-1984
(en millions de DA)

BE : Biens d'équipements	Reste à réaliser		Nouveaux programmes		Impact plan 80-84	
	%	Volume	%	Volume	%	Volume
BE de reproduction	1,2	959	1,1	1400	0,8	1259
BE pour industrie	2,2	1784,1	0,6	840	1,4	2114,1
BE pour BTP	3,7	3054,5	0,7	870	2,1	3204,5
BE pour agriculture	0,6	512	0,1	104	0,4	616
BE d'infrastructure	1,2	1041	1,6	2060	1,4	2181
BE de communication et transport	5,1	4191	0,3	406	2,5	3838
S/Total biens d'équipement	13,9	11541,6	4,3	5680	8,6	13212,6
Électricité	4,4	3670	11,3	15030	9,3	14400
Mines et métallurgie	8,6	7098	22,2	29440	10,2	15698
Matériaux de construction	3,6	2991,4	8,6	11383	6,7	10379,4
Pétrochimie	1,9	1608	1,2	1560	1,6	2524
Gaz industriels et divers	0,3	219	0,1	155	0,2	239
S/Total biens intermédiaires hors hydrocarbures	18,8	15586,4	43,4	57568	28,1	43290,4
Pétrole et gaz	33,9	28014,4	37,1	49270	40,8	63019
Biens de consommation durables pour l'habitat	0,5	424	1,2	1655	1,1	1664,6
Autres biens de consommation	27,7	22906,1	7,1	9438	16,0	24669,9
S/Total biens de consommation	33,3	27580	15,1	20127	22,5	34691,8
TOTAL	100	82722,9	100	132645	100	154213,8

Source : Rapport Sectoriel (MPAT). Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire.

TABLEAU IV
Les biens d'équipement dans l'investissement industriel
(en millions de DA)

	Programmes 1974-1979		Nouveaux programmes		Dépenses 1980-1984	
BE de reproduction	1585	0,7	1400	1,1	1259	0,8
BE pour industries	3320,4	1,6	840	0,6	2114,1	1,4
BE pour BTP	5234,5	2,4	870	0,7	3204,5	2,1
BE pour agriculture	1585,2	0,7	104	0,1	616	0,4
BE d'infrastructure	2055,6	0,9	2060	1,6	2181	1,4
BE de communication et transports	9143,6	4,3	406	0,3	3838	2,5
TOTAL	22924,3	10,6	5680	4,4	13212,6	8,6

Source : Rapport sectoriel (MPAT). Ministère du Plan et de l'aménagement du territoire.

des biens d'équipement dans le développement industriel de l'Algérie. De plus, la lecture du tableau IV montre que les branches BTP et Transports et communications sont privilégiées (respectivement 3 204 millions de DA pour le secteur BTP et 3 838 pour transports et communications sur 13 212 millions de DA pour les biens d'équipement, soit plus de 50 %) au détriment de l'Industrie et surtout de l'équipement de reproduction, c'est-à-dire de la machine outil et des équipements de maintenance.

Cette logique systématique de la politique industrielle algérienne au profit des biens intermédiaires (hors hydrocarbures), au détriment des équipements est préoccupante. Si on fait un bilan, pendant la période 1974-79 la part des biens intermédiaires a été de 21,6 % alors que pour les autres biens d'équipements la part a été de 10,6 %.

Les arguments en faveur de cet arbitrage ne résistent pas toujours à l'analyse. Nous reprenons ici le développement fait par A. Benachenhou dans son ouvrage (3).

• Le premier argument est que nos possibilités financières ne nous permettent pas de développer une industrie des biens d'équipement. Cet argument ne vaut que si la preuve est faite que toutes les actions de développement que nous avons menées dans le passé ou que nous allons mener dans l'avenir ont été ou sont indispensables. Mais cette preuve n'est pas faite et nous pouvons, à titre d'exemple, dire qu'un volume supplémentaire d'investissements industriels de l'ordre de 17,9 M de DA' aurait pu être consacré à l'industrie d'équipement si nous avions su renoncer à la doctrine aberrante du « tout besoin mérite projet » et qu'une somme encore plus importante aurait pu lui être allouée dans l'hypothèse d'un coût moindre de l'investissement public global, et de la renonciation à certains projets dans d'autres secteurs.

De plus, il est difficile d'envisager un développement populaire stable à long terme (emploi, agriculture, habitat, habillement, santé) sans un effort d'équipement national sélectif pour ces différents secteurs. Le tableau suivant indique clairement l'effort d'investissement à réaliser dans différents secteurs au cours du Prochain Plan et les efforts prévus dans le domaine des équipements correspondants. »

A. Benachenhou poursuit : « La place accordée à la reproduction future de nos équipements est faible. Elle apparaît encore plus faible lorsque nous la comparons à la part des équipements dans nos importations et à celles des investissements de renouvellement du potentiel existant tels qu'ils apparais-

(3) Cf. A. BENACHENHO, *op. cit.*, pp. 258-268.

(¹) Cette somme a été obtenue à partir des investissements réalisés ou qui restent à réaliser ou qui ont été annulés après paiement partiel dans différentes branches industrielles. C'est ainsi que nous évaluons à 5,2 M ces investissements non utiles socialement dans le secteur des hydrocarbures ; à 5,2 M dans les industries de biens de consommation durables et à 7,5 M dans les industries de biens de consommation non durables. Ceci constitue aux prix de 1978 l'équivalent de 100 000 logements et près de 3 fois la somme des nouveaux programmes prévus.

TABLEAU V
Investissements sectoriels et investissements d'équipement 1980-1980
(unité 10)

	Investissements	Investissement dans l'équipement	2/1
Agriculture	20	0,6	3 %
Industrie	154,5	5,6	3,6 %
Transport	13	3	23 %
Habitat et entreprises de réalisation	80	3,2	4 %
Télécommunications	6	0,6	1 %
TOTAL	273,5	13	4,7 %

Source : Calculé par nous d'après les données sectorielles du Plan 1980-84.

sent dans le Plan 1980-84 ». • Au cours de la période 1967-1979, la part des équipements dans nos importations de biens et services a évolué comme suit :

TABLEAU VI
Part des équipements dans les importations globales

	Plan Triennal	1970-1973	1974-1977	1978
1 Importation de biens et services	14,1	32,6	109,8	42
2 Equipements	4	11	14,7	9,5
2/1	28,3	30,6	35,7	39,2

Source : Statistiques du Commerce Extérieur.

Unité : 10⁹ DA

Cette part serait encore plus lourde si nous tenions compte de l'importance des services.

Au niveau global, les dépenses de renouvellement prévues dans le Plan 1980-1984 dans le seul secteur industriel se présentent comme suit :

TABLEAU VII
Dépenses de renouvellement dans l'industrie

	Hydrocarbures	Biens intermédiaires et durables	Biens de consommation non durables
Dépenses de renouvellement	1,3	3,5	0,8
Dépenses d'équipements	63	66,5	24,6

Source : Calculé à partir des données antérieures.

Unité : 10⁹ DA

Toutes ces données posent la question de savoir si, à l'horizon 1990, nous ne serons pas en présence d'un appareil productif encore plus dépendant pour son renouvellement et son extension, parce qu'entre temps les différents secteurs auront élargi et certainement diversifié leur outil de production face à

une industrie nationale des biens d'équipement encore embryonnaire. La question se pose de savoir si notre vision globale de l'industrialisation ne doit pas être partiellement rectifiée. »

Nous empruntons également à A. Benachenhou le passage suivant :

« De plus, le Plan prévoit, à juste titre, le développement de nos capacités nationales d'engineering-ensemblier. Mais on ne voit pas comment ces structures pourront valablement se développer si elles ne sont pas en contact avec des entreprises nationales de fabrication des biens d'équipement. Nous renvoyons pour cela aux développements antérieurs sur la fonction d'investissement.

Le second argument généralement avancé est que l'accès à la technologie dans l'industrie des biens d'équipement est encore plus difficile que dans la production des biens de consommation et intermédiaires. Cet argument ne vaut que pour certaines branches et pas d'autres ; il convient d'examiner la situation des différentes branches pour en décider. De plus, il devient indispensable de donner à la coopération internationale de l'Algérie, et particulièrement avec les pays socialistes et les pays progressistes du Tiers-Monde, son sens véritable en l'orientant vers l'industrie des équipements qui est la garantie d'une véritable autonomie économique. De même, les conditions d'accès à la technologie dans les branches d'équipement dépendent beaucoup de l'importance et des performances de l'industrie nationale de la machine-outil sans laquelle les autres branches d'équipement seraient elles-mêmes dépendantes. Or, on constate malheureusement que celle-ci, après un début prometteur, connaît un freinage puisque le lancement de la 2^e phase du projet Almo n'est pas prévu et que cette industrie est loin de jouir d'une protection effective de sa production (*).

Enfin, le troisième argument est que la force de travail nécessaire dans ce type d'industrie est très qualifiée et que l'Algérie n'en dispose pas en quantité suffisante. En réalité, malgré les progrès énormes qui restent à faire dans notre système éducatif et particulièrement dans la formation supérieure, des capacités existent dans les entreprises de production et peuvent être accrues par les promotions actuellement en formation dans le supérieur ; de plus on ne voit pas sous quelle pression les changements s'opèreraient si ce n'est de l'industrie d'équipement elle-même. Nous avons dit plus haut qu'il faut 10 ans pour former sur le tas un bon ouvrier qualifié dans ce type d'industries et peut-être 5 ans un bon ingénieur. C'est dire le retard que l'on peut accumuler en attendant encore. Une vision prospective plus large est indispensable pour éclairer la politique de la formation professionnelle et supérieure.

Au total, en matière de politique industrielle, on peut craindre que le Prochain Plan, en gardant l'accent sur la politique des *biens intermédiaires* et en continuant un certain nombre de projets dans l'industrie de consommation, dont l'utilité sociale est rien moins qu'évidente, ne contribue à sa manière, à affaiblir notre système industriel en négligeant la politique des équipements. De plus, dans la politique des biens intermédiaires elle-même, les développe-

(*) A titre d'exemple, la production d'Almo en 1978 est de 435 unités pour une capacité de 1 700 tandis que la SONACOME qui est pourtant la société-mère continue d'importer et de commercialiser 60 catégories de machines outils dont certaines analogues à celles de Constantine.

ments prévus en matière de pétrochimie, de distribution des produits raffinés et de la sidérurgie n'emportent pas toujours la conviction. Il est clair cependant que la liberté de manœuvre laissée par l'importance des restes à réaliser sur le terrain est extrêmement réduite, bien malheureusement car, sur le plan de la rationalité économique, il n'est pas plus grave pour un pays d'importer ses produits intermédiaires industriels et surtout de consommation durable, plutôt que d'importer à long terme la totalité de ses équipements. *

Dans le même mouvement, il faut observer l'évolution de la production en projection 1980-1984 par rapport aux résultats des périodes précédentes, pour essayer de mieux comprendre, dans quelles conditions devrait se réaliser l'adéquation entre ressources et emplois. Les tableaux VIII et IX extraits de l'ouvrage de M.A. Benachenhou montrent cette progression.

TABLEAU VIII
Evolution de la PIB et sa répartition sectorielle

Secteurs	1967	1973	1977	1978	1979	1984
Hydrocarbures.....	14,2	21,2	22,5	24,6	36	45
Industries hors hydrocarbures.....	8,9	15,5	20,7	25,0	31	52
Agriculture.....	5,2	5,6	6,1	6,7	7,5	9,1
Autres.....	10,2	16,3	21,2	22,0	37	59,3
Total.....	40,3	62,1	80,2	86,8	111,5	165,4

Source : Calculs à partir de données MPAT. 1979 et 1984 sont donnés en prix 10³ DA constants 1979. Les autres chiffres sont en prix constants 1978.

TABLEAU IX
Taux de croissance de la PIB et des secteurs

Secteurs	1967-73	1973-77	1977-78	1967-78	1980-84
Hydrocarbures.....	6,9	1,5	9,3	5,2	4,6
Industries hors hydrocarbures.....	9,7	7,5	20,8	8,8	13,5
Agriculture.....	1,2	2,3	9,8	2,4	4
Autres.....	8,2	8,0	3,8	7,2	12
Total.....	7,5	6,6	8,2	7,2	8,2

Source : *Idem.*

Le taux de la PIB a baissé au cours des plans précédents. Elle est passée de 7,5% en 1967-73 à 6,6% en 73-77.

M.A. Benachenhou en tire les remarques suivantes :

* Cette situation peut paraître paradoxale lorsqu'on sait que le volume des investissements n'a cessé de s'accroître durant le passé et sera encore important dans l'avenir, conduisant à penser à une efficacité marginale décroissante des investissements. En réalité, pour tenter de saisir l'évolution réelle, il faut tenir compte des trois éléments suivants :

- 1) Il est difficile de comparer des volumes absolus d'investissements à des

taux de croissance de la PIB, dont chaque point représente un volume absolu de production plus important quand la PIB augmente. Il faut donc comparer des volumes additionnels de production et d'investissements.

2) La forte croissance de la PIB pendant la période 1967-1969 correspond surtout au fait que la production du départ était faible et à la reprise en main d'un appareil de production minime mais cependant existant. Il est donc préférable de prendre l'année 1969 comme année de base.

3) D'une façon générale, les investissements n'ont pas d'effet sur la production pendant leur réalisation mais dans une période ultérieure. Sans retard anormal, on peut estimer qu'un investissement industriel se poursuit au moins pendant 4 ans avant d'être en production, et que l'effet des dépenses devrait se faire sentir en moyenne 2 ans après qu'elles aient été effectuées.

En tenant compte de ces éléments, on peut évaluer l'efficacité globale des investissements par le rapport entre la croissance de la PIB et la somme des investissements réalisés dans une période antérieure décalée de 2 ans : ainsi l'efficacité globale des investissements en 1977 est égale à la croissance de la production entre 1969 et 1977 rapportée à la somme des investissements entre 1967 et 1975, etc...

Le tableau X donne une indication pour les résultats obtenus et attendus entre 1967 et 1984.

TABLEAU X
Efficacité globale des investissements 1967-1984

	1967	1969	1970	1971	1973	1975	1977	1978	1984
PIB.....	40,3	49,3	54,2	49,6	62,1	69,1	80,2	86,8	139
Investissements cumulés ..	9,2	35,6	54,3	71,4	111,1	169	246,1	293,7	638,6
Efficacité globale des investissements %.....	-	-	23,6	0,8	17,9	17,8	18,3	18,4	17,7

Source : Calculés à partir de chiffres MPAT 10⁹. Dinars constants 1978.

On constate que l'efficacité globale des investissements n'a pas baissé entre 1973 et 1978 malgré la baisse du taux de croissance de la PIB durant la même période. Elle s'est stabilisée autour de 18% et a tendance à augmenter légèrement en fin de période.

On peut même dire que cette efficacité des investissements aurait pu être plus importante si le secteur des hydrocarbures et l'agriculture n'avaient pas connu en 1975 et 1976 des difficultés commerciales ou naturelles qui ont freiné leur taux de croissance (*).

On constate aussi que l'efficacité globale de l'investissement en 1984, calculée de la même manière, va baisser légèrement alors que le taux de croissance de la PIB va augmenter pendant la même période, par rapport à 1973-1977.

(*) L'efficacité de l'investissement dans le secteur des hydrocarbures, calculée de la même manière, est de 4,3% en 1977 comme si la plus grande partie des investissements dans ce secteur servait essentiellement au maintien de la capacité de production.

Cette dernière constatation conduit à plusieurs réflexions complémentaires pour l'avenir. Le taux de croissance de la PIB, pour 1980-1984, est prévu comme devant s'établir à 8,2% par an. Or, ce taux de croissance de 8,2% correspond, comme nous venons de le voir, à une efficacité globale des investissements inférieure à celle du passé alors que les autorités du Plan appellent à une gestion saine et efficace, à l'élévation du taux d'utilisation des capacités de production et à une plus grande productivité du travail.

Ceci nous conduit à croire que le taux de 8,2% retenu est trop faible par rapport aux capacités productives et aux réserves de productivité disponibles dans l'économie. *

* Le nombre d'emplois créés entre 1977 et 1979 a été de 490 000, et 1 075 000 le seront au cours du Prochain Plan; cela signifie qu'au cours de la période 1977-1984, 1 565 000 emplois auront été ou seront créés contre 593 093 nécessaires pour maintenir le taux de chômage de 1977. En conséquence, le nombre de chômeurs sera réduit de la différence et s'établira à 486 403 en 1984 et non pas à 320 000 comme l'établit le précédent tableau. Si nous admettons que le taux d'activité des 15-19 ans est plus important, comme on a tendance à l'accepter maintenant, le nombre de chômeurs sera donc nécessairement plus élevé.

Le tableau suivant indique l'évolution passée et prévisible de la structure de l'emploi non agricole.

TABLEAU XI
Croissance de l'emploi non agricole 1967-1984

	1967-1969	1970-1973	1974-1979	1980-1984
Industrie	38 000	84 000	270 000	185 000
BTP	11 000	108 000	210 000	300 000
Transports	11 000	21 000	50 000	105 000
Commerce-services.....	13 000	21 000	295 000	305 000
Administration et autres.....	12 000	166 000	136 000	280 000
Total.....	85 000	400 000	960 000	1 175 000
Croissance annuelle.....	26 000	100 000	160 000	235 000
Croissance annuelle de l'emploi industriel.....	12 700	21 000	45 000	37 000

Source : Calculs à partir de données MPAT.

Ce tableau montre que l'accélération de la croissance de l'emploi non agricole constatée au cours de la période 1974-1979 se confirme au cours de la période 1980-1984. Il indique aussi que la contribution des différents secteurs à cette croissance change notablement au cours des deux dernières périodes. C'est ainsi que l'industrie qui a contribué à créer 28% de l'emploi supplémentaire au cours de 1974-1979 ne crée plus que 15,7% au cours de la deuxième période.

L'emploi annuel dans l'Industrie passe de 45 000 à 37 000. En sens inverse, le BTP dont la participation était de 21,8% augmente cette part à

25,7 %, avec un emploi supplémentaire respectivement de 35 000 à 50 000. Ceci reflète, bien sûr, l'évolution de la structure de l'accumulation entre les deux plans mais soulève, au delà de cette constatation, les raisons de cette stagnation relative de l'emploi industriel et les moyens que nous devons absolument mettre en œuvre pour accroître l'emploi dans l'industrie, étant données les conditions démographiques que nous connaissons.

De ce point de vue, plusieurs remarques sont possibles. On rappellera d'abord que la consolidation de la croissance à long terme dépendra avant tout de la mise en place d'une industrie de biens d'équipement, car dans ce cas, tout investissement national additionnel, quelle que soit sa structure, produira une croissance de l'emploi industriel.

On peut ensuite rappeler que les performances en matière d'emploi industriel ne sont pas indépendantes de la structure de l'accumulation industrielle elle-même. De ce point de vue, certains investissements industriels hérités de la période antérieure ont peu d'effets sur l'emploi comparativement aux capitaux immobilisés et au caractère non évident des besoins ainsi couverts. C'est un point déjà évoqué.

Enfin, s'agissant des investissements incontestablement nécessaires dans l'industrie de biens de consommation comme celle de biens intermédiaires, la réflexion doit être plus précise maintenant plus que jamais pour déterminer le choix des techniques, le choix des tailles, le choix des combinaisons d'activités qui puissent garantir une croissance effective de l'emploi.

Il appartient aux autorités de planification de déterminer les paramètres sociaux à prendre en compte dans ces différents choix. Parallèlement, sans a priori d'aucune sorte, il convient de comparer systématiquement les coûts opératoires effectifs et non théoriques résultant du choix de tel ou tel procédé, de telle ou telle taille, de telle ou telle combinaison d'activités.

C'est dire que le concept de productivité, dans l'industrie ou ailleurs, doit être soumis à une réflexion sociale d'ensemble au moment où, dans d'autres pays, il est l'objet d'interrogations critiques.

Il reste que l'importance du RAR dans le développement industriel est un obstacle immédiat à cette politique de l'emploi mais la rend encore plus impérative en ce qui concerne les nouveaux programmes.

De même, l'analyse de la structure de la croissance de l'emploi conduit à s'interroger sur :

- le rapport entre croissance intensive et croissance extensive du secteur du BTP et son résultat en termes de croissance de la productivité et de l'emploi;
- la localisation concrète de l'emploi dans le BTP et les risques de voir s'aggraver la pression sur les infrastructures et le logement, surtout dans les villes;
- la question du choix des techniques surtout dans les entreprises locales et régionales, de taille moyenne, qui doivent constituer l'armature centrale de la réalisation du programme public d'habitat.

On doit se féliciter de l'option prise en faveur de la croissance de l'emploi administratif socialement utile. Il faudra simplement veiller à ce que les politiques d'infrastructures sanitaires, éducatives et de formation soient effectivement mises en place. Ceci renvoie, comme nous l'avons vu, à toute l'organisation du secteur de la construction et aussi à l'organisation concrète des infrastructures sanitaires, à la politique d'encadrement dans le système éducatif ».

Ce long extrait de l'ouvrage d'A. Benachenhou, que nous avons considéré comme indispensable pour mieux comprendre l'Algérie de 1980, montre à quel point la réflexion a mûri peu à peu. Au-delà des données techniques le constat est dur, et les années qui viennent seront certainement marquées par une politique pragmatique qui s'efforcera d'éviter le pire. Les illusions se sont envolées et la réalité économique s'impose. Un premier pas est fait, tant au niveau des résolutions du Comité Central que du diagnostic d'un économiste algérien de renom. Le problème est maintenant de savoir, si les moyens à mettre en œuvre existent ou non.

III. - LA POLITIQUE DE L'EMPLOI (4)

En projection, le prochain plan prévoit un accroissement sensible des emplois non agricoles. Le tableau XII montre que pour les actifs non agricoles la croissance de l'emploi durant la période 1979-1984 sera en pourcentage de 86,9 %.

TABLEAU XII
Croissance de l'emploi au cours du Plan 1980-1984
(en milliers d'emplois)

	1979	1984	Accroissement	
			1979-1984	%
Actifs agricoles	1 000	910	- 90	6,9
Actifs non agricoles	2 710	3 775	+ 1 065	86,9
Occupés	2 280	3 455	+ 1 175	8,7
Industrie	475	660	+ 185	6,8
BTP	400	700	+ 300	11,8
Transport	135	240	+ 105	12,2
Commerce et services	650	955	+ 305	8,0
Administration et autres	620	900	+ 280	7,7
Insuffisamment occupés	430	320	- 110	-
Population active totale	3 710	4 685	975	4,8

Source : MPAT (Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire).

(4) Nous reprenons ici, une fois encore le travail d'A. BENACHENHOU déjà cité précédemment.

M. Benachenhou observe : « La lecture de ce tableau appelle des remarques sur le volume et la structure de la croissance prévue de l'emploi.

En ce qui concerne le volume de l'emploi créé, nous pouvons faire la comparaison avec le volume d'emplois à créer correspondant à un maintien du taux de chômage de 1977 (selon les méthodes de calcul excluant, comme nous l'avons vu, l'essentiel des adolescents entre 15 et 19 ans à la recherche d'un emploi et les adultes de 59 ans dans la même situation).

TABLEAU XIII
*Emplois nouveaux minimum à créer, correspondant à un maintien
du taux de chômage 1977*

	1977-1979	1980-1984	1985-1990
Emplois	148 356	444 737	893 921
Correspondant à chômeurs de 15 à 64 ans.....	1 222 681	1 458 310	1 876 831
dont			
moins de 21 ans	25,8 %	26,6 %	25 %
moins de 25 ans	45,4 %	46,9 %	46,8 %

Source : RGPH et calculs personnels.

Ce tableau indique, sur la base des chiffres du recensement et d'hypothèses restrictives concernant les taux d'activité des hommes de 15 à 64 ans, le nombre d'emplois à créer au cours du Prochain Plan pour maintenir un taux de chômage de 1977 ».

IV. - LES PROBLÈMES DE L'AGRICULTURE

Un bref rappel est nécessaire. L'agriculture en Algérie évolue dans des conditions naturelles défavorables.

Le secteur agricole utilise 18 % de la superficie du territoire national, soit 42 786 980 ha. Si l'on exclut de cette étendue les terres non cultivées c'est-à-dire les pacages et les parcours, la surface agricole utile (SAU), terres labourées et cultures permanentes, se réduit à 7,5 millions d'ha, soit 3 % seulement du territoire national.

En ce qui concerne la pluviométrie, très faible en Algérie, 24 % de la SAU (soit 1,8 millions d'ha), reçoivent plus de 60 mm, 42 % de la SAU (soit 3,3 millions d'ha) moins de 40 mm. L'essentiel de la SAU n'étant pas irriguée, l'eau devient ainsi un facteur limitant sur près de 75 % des terres cultivées.

De plus le relief très accidenté de l'Algérie du Nord réduit considérablement les gains en nouvelles terres.

L'agriculture est organisée sous trois formes de gestion (5) :

Le secteur autogéré s'étend sur une SAU de 2 100 000 ha. Il regroupe 1 700 domaines (qui sont eux-mêmes le regroupement des 23 000 anciennes fermes coloniales); la dimension moyenne des domaines autogérés est de 1 000 ha; 70 % des unités ont une superficie supérieure à 500 ha. Il occupe ainsi 28 % de la SAU totale et 60 % de la SAU du secteur socialiste. Il concerne 44 % des surfaces irriguées de l'agriculture nationale. C'est là une forme de gestion théoriquement décentralisée avec une autonomie de gestion et une grande participation des collectifs de producteurs. Dans les faits, les domaines autogérés constituent beaucoup plus des fermes d'État où celui-ci intervient fortement. Au plan de la production, le secteur autogéré réalise 68 % des cultures industrielles, 86 % de la vigne, 84 % des agrumes, 54 % des autres plantations fruitières, 49 % des légumes secs, 42 % des maraichages, 40 % des céréales.

De ce secteur autogéré ont été détachés 160 000 ha regroupés en 370 CAPAM (coopératives agricoles des anciens moudjahidines); la dimension moyenne de ces CAPAM est de 430 ha. Elles concernent 5 % de la SAU du secteur socialiste; cette forme de gestion dispose de plus d'autonomie que les domaines autogérés tant au niveau des plans de culture qu'à celui de la commercialisation des produits agricoles.

Domaines autogérés et CAPAM constituent la partie la plus « moderne » de l'agriculture algérienne, celle en tout cas qui a le plus retenu l'attention des pouvoirs publics, même si les résultats obtenus n'ont pas toujours été à la mesure des efforts déployés.

Le secteur de la révolution agraire se constitue à partir de 1972 sur la base des anciennes terres domaniales et communales (1^{re} phase) et d'une série de nationalisations d'absentéistes et de gros propriétaires (2^e phase). La superficie totale ainsi récupérée s'élève à 1 250 000 ha (1 million d'ha cultivables, 250 000 ha à mettre en valeur) (6). Au 30 octobre 1979 le secteur de la révolution agraire regroupait 4 892 coopératives de production (CAPRA), 97 coop. d'éleveurs (3^e phase de la RA), 887 coop. d'exploitation en commun (CAEC), 524 groupements de mise en valeur (GMV). La taille des CAPRA est variable; ainsi 45 % ont une superficie entre 200 et 500 ha, 6 % ont une superficie entre 500 et 1 000 ha, 0,25 % ont une superficie de plus de 1 000 ha.

Parallèlement étaient mises en place des structures coopératives de soutien à la production (amont et aval) régionalisées (au niveau communal et des wilayate) : 647 coop. agricoles polyvalentes communales de services (CAPCS), 31 coop. de commercialisation des fruits et légumes (COFEL).

Le secteur de la révolution agraire concerne 100 000 attributaires dont 11 989 se sont désistés (n'ont pu être remplacés que 5 046). Au 30 octobre 1979 il restait 10 % des terres récupérées (150 000 ha) et 45 901 palmiers (soit 5 %

(5) Il est important de rappeler les différentes formes de gestion de l'agriculture en Algérie pour mieux comprendre les problèmes dans l'avenir.

(6) Il y a eu 28 289 nationalisations, 6 164 concernant les grands propriétaires.

du total récupéré) à attribuer. Les demandes d'attribution s'élevaient à 166 000, les attributions effectuées à 99 776.

Le secteur de la RA produit 12% des céréales. Il a longtemps constitué, et constitue encore, un enjeu politique et même économique de première importance puisque c'est d'ici que devait partir le vaste projet de restructuration des campagnes algériennes, de redéploiement à la fois des terres et des hommes, de réorganisation du pouvoir économique au moins en zone rurale. Ce projet qui donne aujourd'hui l'impression de s'essouffler a entraîné des luttes sérieuses au niveau de la conception même de la future « société rurale » algérienne.

Le secteur privé s'étend sur une SAU de 3 500 000 ha. Il regroupe 700 000 exploitants. Les exploitations du SPA sont exiguës et morcelées. 30% ont une superficie inférieure à l'hectare; 53% ont une superficie supérieure à 10 ha.

A la lecture de ces quelques indications sur la partie privée de l'agriculture algérienne, on ne peut plus tomber dans le biais qui fait (au moins pour les non initiés) de l'agriculture algérienne un secteur à organisation socialiste prédominante. En fait le SPA en Algérie est encore trop important pour être délaissé comme il l'a été par les actions de politique économique. On peut même affirmer qu'il constitue encore aujourd'hui un lieu déterminant le succès ou l'échec des actions entreprises dans le secteur, puisqu'il arrive, dans de nombreux cas, et notamment dans le domaine de la commercialisation, à imposer sa logique de fonctionnement au reste de l'agriculture.

Nous devons nous interroger sur le **degré de réalisation des buts fixés** officiellement à la politique agraire et mesurer ainsi le degré de performance des instruments mis en œuvre.

A) L'agriculture devra être à même de **nourrir la population algérienne**. Cet objectif signifiait que l'agriculture algérienne devait être capable d'assurer l'autonomie alimentaire nationale, but qui devait être atteint par :

- a) Le développement de la production agro-alimentaire;
- b) L'amélioration de la productivité du travail dans l'agriculture;
- c) La transformation et la valorisation de la production agricole par le secteur industriel.

Pour le développement de la production agro-alimentaire il faut noter en premier lieu le déséquilibre alimentaire, qui est lié entre autres choses à une croissance démographique forte et à une stagnation de la production agricole. La production alimentaire reste insuffisante alors que la consommation par tête est basse par rapport aux normes souhaitables. Le taux de couverture alimentaire est passé de 93% en 1969, à 55% en 1973, à 41% en 1977. La conséquence de ce déséquilibre est un appel croissant aux importations, mobilisant ainsi une part toujours plus importante des disponibilités en devises (actuellement 60% des recettes servent à couvrir les besoins alimentaires). De plus, cette dépendance alimentaire croissante se fait vis-à-vis des pays occidentaux, l'essentiel des importations en biens alimentaires provenant des pays du marché commun et de ceux d'Amérique du Nord.

Il s'agit donc de développer une politique de soutien au monde agricole. Le Ministère de l'Agriculture et de la Révolution agraire, se propose d'agir à plusieurs niveaux :

1) Réorganiser totalement l'appareil de soutien, notamment en amont, en essayant de le rendre le plus opérationnel possible et de faire participer les producteurs à son fonctionnement.

2) D'autre part, essayer de faire un effort d'encadrement, qui est faible actuellement, au niveau d'abord des structures de soutien et de l'unité elle-même, ensuite pour aboutir, comme le prévoient les textes, à l'autonomie de gestion. C'est essentiel. C'est cela qui va responsabiliser le fellah.

3) Un effort particulier va être engagé pour l'habitat rural et notamment, en un premier temps, au niveau du secteur de la Révolution agraire. Il faut faire un effort massif en matière de constructions rurales si on veut « stabiliser les fellahs ». La solution réside essentiellement dans l'autoconstruction. L'État ne peut pas assurer seul tous les efforts d'habitat et d'équipement. D'ailleurs, le fellah, traditionnellement, participe à la construction de sa maison. Il s'agit de l'aider naturellement et de définir les implantations, etc. On a planifié cette année entre 25 et 30 000 logements et ceci va concerner 20 à 25 % des attributaires de la Révolution agraire.

4) Il faudrait réorganiser les structures qui sont actuellement sclérosées, hypertrophiées. Parallèlement, il y a à revoir l'organisation des structures en aval, c'est-à-dire tout ce qui concerne la commercialisation. Il s'agit, et c'est à l'étude, de tirer les enseignements du passé et d'agir. Il y a aussi des actions de restructuration. Des exploitations ne sont pas viables et demandent à être restructurées.

Un dernier effort est celui de l'équipement et il y aura une dotation très substantielle en 1981, particulièrement en matière de matériel agricole. Voilà en gros les grandes actions prévues.

Ces insuffisances peuvent être expliquées par une conjonction de facteurs tenant aussi bien à l'aspect agronomique de l'agriculture algérienne qu'à des aspects techniques et socio-économiques.

1) Les facteurs agronomiques.

• Une faible production à l'hectare. — Les seules améliorations notables qu'il y a eu sur ce plan sont celles enregistrées par le secteur privé où les rendements de certaines spéculations ont augmenté, stimulés par un marché largement favorable (où la demande excède de loin l'offre) : c'est le cas, par exemple, des cultures maraichères et de certains agrumes.

• Un faible niveau d'emploi à l'hectare. — Emploi productif s'entend... La main-d'œuvre qualifiée de l'agriculture est très mal répartie du point de vue de la recherche d'une augmentation de la production. Il faut noter que lorsqu'on examine dans le détail la situation de l'emploi dans le secteur autogéré, on constate un suremploi réel qui masque difficilement en fait un

chômage déguisé : le retrait de certaines catégories de travailleurs n'influerait en rien sur le niveau de la production tant leur productivité est dérisoire.

● Un faible revenu à l'hectare. — Le système d'assolement céréales-jachère déterminant une déperdition du sol et un appauvrissement dû à une absence de fertilisation, il y a ainsi un faible taux d'occupation des sols (1 ha sur 2 à peu près n'est pas mis en culture dans l'année) et des rendements décevants dans beaucoup de cas.

D'un autre côté la structure de la production agricole a peu évolué depuis 1964 puisque aucune modification d'importance quant aux cultures pratiquées dans le pays n'a eu lieu : les superficies en céréales ont peu évolué du fait du maintien de la jachère; les maraichères qui occupaient 0,9 % de la SAU en 1964, en occupent 1 % en 1974 et quelque 2 % en 1978. De même, le nombre de cultures maraichères provoquées par an et par ha n'évolue pas ou évolue à un rythme négligeable; enfin l'arboriculture a vu la superficie qui y est consacrée évoluer vers la baisse. Les seules modifications qui ont eu lieu concernent les cultures fourragères et la vigne, deux spéculations qui restent marginales par rapport à la SAU totale.

2) Les facteurs techniques.

Au plan de la mécanisation, l'agriculture algérienne se caractérise par un programme à la fois insuffisant et inadéquat de mécanisation. Alors que le nombre des chevaux par hectare (chx/ha) est de 0,99 aux USA, 0,90 en Europe et 0,26 en Asie (sans la Chine), il est de 0,16 en Algérie. D'un autre côté la mécanisation n'a pas toujours été judicieuse au regard des contraintes de l'agriculture algérienne : ainsi, à simple titre d'exemple, a-t-on mécanisé à l'aide d'engins qui supposaient, pour être performants, des tailles d'exploitations autrement plus importantes que celles qui caractérisent cette agriculture (y compris dans sa partie autogérée). Ainsi a-t-on opté souvent pour du matériel non adéquat au relief de la SAU. Mais ce qu'il faut souligner, c'est le fait que cette mécanisation n'a pas remis en cause le caractère extensif de cette agriculture parce qu'elle ne s'est pas accompagnée d'une série de progrès agronomiques nécessaires au procès d'intensification.

De plus le volume d'investissement relatif aux facteurs fixes de la production reste insuffisant puisqu'il n'arrive pas à assurer le renouvellement de ces facteurs. Il est connu que la part de l'agriculture dans l'investissement global n'a cessé de baisser puisqu'elle passe de 26 % durant le plan triennal à 14 % durant le premier plan quadriennal, à 11 % durant le second plan quadriennal.

Il faut noter aussi que les taux de réalisation des investissements prévus restent bien décevants pour la plupart des branches du secteur. Ainsi en matière de traction mécanique, matériel de moisson et de battage, les taux de réalisation ont été en moyenne de 65 % pour la période décennale écoulée. Ainsi durant le 2^e plan quadriennal et à simple titre d'exemple 12 000 tracteurs ont été acquis alors qu'il en fallait 20 000 pour maintenir le parc à son niveau initial. Dans le domaine de l'irrigation le taux de réalisation a été de 34 %

durant le 1^{er} plan quadriennal (13 500 ha sur 40 000 prévus), de 25 % durant le second plan quadriennal (20 000 ha sur 80 000 prévus). Dans le domaine des bâtiments, malgré de gros efforts, le reste à réaliser (pour le 1^{er} et le 2^e plan quadriennal) est important, il représente quatre années de réalisation au rythme de 1978 (qui est considéré sur ce plan là comme une année favorable). (...).

Enfin la répartition de l'investissement entre les trois secteurs juridiques de l'agriculture a été irréaliste dans beaucoup de cas. Le secteur privé par exemple, pourtant largement dominant dans certaines spéculations (céréales : 60 % - Légumes secs : 15 % - Cultures maraîchères : 58 % - Oliviers : + 71 %) et regroupant de nombreux petits fellahs, a été délaissé alors même que son encadrement et son orientation étaient possibles par d'autres moyens que ceux qui consistent à lui « couper les vivres ».

3) Les facteurs socio-économiques.

En matière d'organisation du travail, on peut relever la mauvaise utilisation de la force de travail disponible (surtout dans le secteur autogéré). Au sous-encadrement des postes d'emploi productif (directement) se combine un sur emploi relatif au niveau des tâches non directement productives.

En matière d'exploitation, la concentration foncière se traduit par une relative élévation des tailles d'exploitations (particulièrement dans le secteur autogéré). Le pendant de cette concentration foncière est constitué par l'exiguïté et le morcellement des exploitations du secteur privé.

La valorisation de la production agricole par le secteur industriel national est faible. En effet l'insuffisance de la production agricole ne permet pas une pleine utilisation des capacités existantes en matière des transformations. Le deuxième problème c'est que les relations commerciales entre les deux secteurs sont inorganisées et quelquefois anarchiques. Il semble que seul le procédé des contrats pourra améliorer ces relations.

Michel NANCY*

(*) Pensionnaire scientifique au CERMOC de Beyrouth.